ILS L'ONT PREVU, HIER, À PARTIR DE TIZI-OUZOU SUR ALGER

Les rappelés du service national n'ont pu marcher

Les rappelés du service national durant la période noire du terrorisme islamiste n'ont, finalement et comme il était attendu, pu marcher, hier, sur Alger.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - La détermination, la bravoure et leur sens aigu du devoir dont ils ont fait montre par le passé en rejoignant et fièrement les rangs de l'ANP en réponse à l'appel de la patrie pour la sauver des griffes du terrorisme islamiste, n'auront pas suffi cette fois-ci. Pourtant, l'enjeu est tout autre puisqu'il ne s'agissait, hier, que d'une marche, une très grande marche à l'effet de faire valoir justement ces sacrifices, pour nombre d'entre eux, suprêmes pour y avoir laissé leur vie ou contracté des blessures physiques et des séquelles psychiques indélébiles.

En effet, et comme convenu lors de leur conclave d'il y a dix jours, à Tizi-Ouzou, les rappelés du service national, durant les années du terrorisme, ont tenté de marcher hier sur la capitale à partir de Tizi-Ouzou. Une tentative qui s'est révélée vaine aux toutes premières heures de la journée avec un impressionnant dispositif sécuritaire déployé à la sortie de la ville des Genêts, plus précisément à hauteur du stade communal de Draâ Ben-Khedda, lieu retenu pour l'entame de cette grande marche. Et les «marcheurs» qui arrivaient en solo ou en groupes, ont dû se rendre à l'évidence de l'impossibilité pour eux, de marcher. Surtout que leur nombre, environ 800 à 900, au début d'après-midi, était loin des prévisions. «Nous attendrons le temps que nos camarades, nombreux à avoir donné leur accord pour prendre part à cette marche, arrivent pour entamer notre marche», affirme Ali Babaci, chargé à la communication au sein de la Coordination nationale de ces rappelés, qui reconnaît s'attendre à près de 10 000 personnes. Un seuil à même de permettre de renverser le rapport de force d'avec les agents de la Sûreté nationale déployés en nombre sur les lieux et pouvoir ainsi entamer la marche prévue.

La nuit à la belle étoile à Draâ Ben Khedda

Devant ce fait accompli et comme la journée avançait, les délégués des wilayas de la corporation multipliaient les conciliabules pour explorer les meilleures voies de «se sortir» de cette impasse. Ils ont, vers 14h, décidé de retenter le coup pour aujourd'hui, les présents devant passer la nuit sur les lieux mêmes, juste devant le stade communal de Draâ Ben Khedda, à la lisière de la RN72, dans l'espoir que des camarades les rejoignent ce mardi en grand nombre pour pouvoir entamer leur marche.

Photo : DR

Cest la deuxième fois en 15 jours que les rappelés ont tenté de marcher sur Alger.

A noter que cette manifestation de rue est la seconde en quinze jours que les rappelés du service national ont tenté d'initier après le sit-in qu'ils ont essayé de tenir, le 1er du mois courant par-devant le siège de l'APN.

Une double manifestation qui intervient alors que le projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76- 106 du 09 décembre 1976 portant code des pensions militaires, intégrerait, du moins, une partie de ces rappelés.

Ledit projet, en débat au niveau de l'APN, dans le sillage du plan d'action du gouvernement Sellal, accorde dans le point 8 de son article 05 une pension aux militaires du service national ainsi qu'aux rappelés reconnus inaptes pour infirmités ou maladies imputables au service ou aggravées par le fait du service.

Une pension effective à partir du 1er janvier 2011et calculée par référence à la solde des militaires de carrière et contractuels du même grade selon les conditions fixées par la même ordonnance, qui bénéficiera aussi aux ayants droit des militaires du service national et des rappelés décédés en activité.

Des concessions qui ne semblent pas être du goût des concernés, eux qui regrettent le fait qu'ils n'aient pas été contactés par une quelconque autorité à l'effet, dira Babaci, de «nous associer à ce texte ou tout au moins nous informer de la teneur».

Notre interlocuteur considère leur mouvement encore au point zéro, affirmera-t-il car «nous considérons que nos revendications ne sont pas prises en charge comme nous le souhaitons».

Des revendications dont la reconnaissance par l'Etat de leur sacrifice pour la sauvegarde de la République, des pensions, une prise en charge sur le plan médical du fait que, selon Babaci, bien des rappelés, au nombre de plus de 123 000 à l'échelle nationale, traînent des blessures, voire des séquelles morales et psychiques, eux qui ont enduré l'horreur dans toute sa funeste expression, la réinsertion dans le monde professionnel quand on sait que, tiendra-t-il à le préciser, «beaucoup ont perdu leur emploi une fois revenus des maquis».

M. K.

MOURAD MEDELCI :

«Notre diplomatie n'est pas une diplomatie déclarative»

Sollicité hier, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la diplomatie algérienne, pour une information sur la situation des otages algériens au Mali, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, est resté sur ses affirmations de toujours. «La diplomatie algérienne n'est pas une diplomatie déclarative», a-t-il soutenu, rassurant, néanmoins, par un «nous suivons les dossiers au jour le jour».

Vraisemblablement, l'opinion ne saura pas de sitôt ce qui est advenu des otages algériens détenus au Mali depuis le 5 avril dernier. «Ce genre de dossiers requiert une certaine discrétion», a souligné Medelci.

Un argument qu'il n'a de cesse de mettre en avant, notamment depuis que, menaçant, le Mujao a affirmé qu'il avait exécuté l'un des quatre membres de la mission consulaire algérienne restés otages après la libération de leurs trois collègues. Le ministre des Affaires étrangères, s'exprimant plus largement sur la diplomatie algérienne, a déclaré que «la diplomatie algérienne est omniprésente. Elle est née avant l'Algérie».

Mourad Medelci, qui s'est contenté d'une brève allocution à l'ouverture de la journée dédiée à la diplomatie algérienne et animée par l'ancien chef du gouvernement Smaïl Hamdani, a dû reprendre la parole pour s'exprimer sur cette actualité de la veille : les incidents devant l'ambassade d'Algérie à Tripoli, en Libye.

Pour le ministre, ce ne sont que des incidents minimes, même s'il y a lieu de les déplorer. Medelci a rappelé que les Libyens restent des frères. «La Libye est un pays voisin, et avec qui nous avons de très bonnes relations.»

S'il a consenti ce commentaire à propos des incidents d'après-match Algérie-Libye, qui ont eu pour théâtre non pas le stade Tchaker à Blida mais la proximité de l'ambassade d'Algérie à Tripoli, Medelci n'a rien voulu déclarer à propos du Sahel. «Il est préférable de laisser les sujets chauds pour un autre jour. Nous parlerons de ce qu'il faut quand il le faut.»

Animant une conférence à l'occasion, Smaïl Hamdani a retracé l'itinéraire de la diplomatie algérienne depuis avant l'indépendance, s'appesantant sur les négociations puis la signature des accords d'Evian. L'exposé de l'ancien chef du gouvernement a été didactique. Soulignons également que des distinctions ont été remises aux familles de diplomates algériens assassinés dans l'exercice de leurs fonctions ou victimes du terrorisme.

Les distinctions ont été remises aux familles, notamment de Mohamed Seddik Benyahia, Bachir Bentayeb, Abdelkader Bellazoug, Azzedine Belkadi, Abdelaziz Bellani, Saleh Fellah, Mohand Lounis et Ali Belarouci.

S. A. I.

ILS ÉTAIENT DES CENTAINES À RÉPONDRE À L'APPEL DE LEURS REPRÉSENTANTS SYNDICAUX

Démonstration de force des travailleurs de l'ETUSA

Démonstration de force hier des travailleurs de l'ETUSA. Cela s'est passé au niveau du siège de la Centrale syndicale, à la place du 1er-Mai, où ils étaient plus d'un millier à répondre à l'appel de leurs représentants syndicaux de la base. Leurs revendications : mettre fin à la hogra et l'application de la convention collective.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le siège de la Centrale syndicale a renoué, hier, avec les grands rassemblements des travailleurs. Hier, ils étaient nombreux les travailleurs de l'ETUSA (ex-RSTA) à répondre à l'appel lancé par leurs représentants syndicaux. En effet, conducteurs de bus ou de tramway, mécaniciens ou contrôleurs ont envahi le hall du siège de l'UGTA, pour «dire halte à toute forme d'intimidations et de hogra et non à la mauvaise gestion de l'entreprise». «C'est la situation chaotique que traverse l'entreprise et la situation socioprofessionnelle dans laquelle se trouvent les travailleurs qui nous pousse à protester», nous diront des travailleurs.

Pour le syndicaliste Mohamed Kherroubi, «il s'agit d'une journée de protestation pour exiger l'application de la convention collective des travailleurs de l'entreprise, bafouée depuis 1997». Selon la même source, l'employeur n'a pas respecté les clauses contenues dans le document en question. Il s'agit des points relatifs «au salaire de base, à la prime de panier, au congé supplémentaire rémunéré, au contrat de travail à durée déterminée, aux primes de sacoche, de non-accident, de découverte de fraude, de suivi et de caisse».

Selon des syndicalistes, «même le salaire minimum garanti (SNMG) n'a pas été respecté par l'employeur». «Cela fait vingt cinq ans que je travaille au niveau de cette entreprise et mon salaire net ne dépasse pas les 25 000 DA, si on enlève la prime de la femme au foyer, les allocations familiales et les quelques autres primes qui datent depuis plusieurs années», dit-il. Sur un autre chapitre, les travailleurs protestataires se sont insurgés contre «la politique de deux poids deux mesures» pratiquée par l'employeur. «C'est un climat de terreur qui règne au sein de notre entreprise», a-t-on ajouté. Sur un autre plan, les représentants des travailleurs se sont insurgés contre l'attitude observée à leur encontre par l'employeur. Mohamed Kherrab nous dira : «Nous avons assuré l'exploitation du premier tronçon avec de multiples difficultés. L'éclairage était défaillant, il n'y avait ni locaux ni bureaux pour le personnel. La signalisation n'a été mise en service que depuis quelques semaines. Aujourd'hui, on nous pousse à la porte et on nous considère comme des moins que rien.» Les protestataires, qui n'ont de cesse de revendiquer une rencontre avec Sidi-Saïd, ont indiqué que le directeur général serait coupable d'«abus de pouvoir, de favoritisme et de népotisme», affirme Mohamed Kherroubi. En signe de protestation, les travailleurs projetaient de procéder, dans l'après-midi, à la fermeture de la direction générale.Des travailleurs relevant de la Setram dont la plupart sont recrutés depuis 3 à 4 mois, rencontrés sur les lieux du sit-in, accusent le DG de l'Etusa d'avoir «installé un climat de terreur» au sein de l'entreprise. «On risque le licenciement à la moindre réclamation, et les menaces sont devenues un moyen de pression sur les travailleurs», affirme l'un d'eux. En attendant le règlement de ce problème, les travailleurs sont plus que jamais déterminés à aller au bout de leurs revendications.

Photo : Samir Sid

Les travailleurs de l'ETUSA ont envahis le hall du siège de l'UGTA.

A. B.

BOUNOUH (TIZI-OUZOU)

Un citoyen blessé dans un faux barrage

Selon une source sécuritaire, dans la nuit de dimanche à lundi, vers 1 heure, sur une route secondaire de la commune de Bounouh à une quarantaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, un groupe d'individus armés a dressé un faux barrage au niveau duquel ont failli se faire piéger deux citoyens dont l'un d'eux, le chauffeur d'un véhicule 4x4, a été atteint par une balle lorsqu'il a brusquement manœuvré pour rebrousser chemin à la vue des malfrats qui s'étaient mis en travers de la petite route.

Heureux que l'automobiliste n'ait été finalement que légèrement blessé, selon des sources locales.

A. M.